



Publication le 7 avril 2011

Jacques Delors : l'alliance franco-allemande est l'« arbre de vie » de l'UE [[en](#)]

Publié: 07 avril 2011



Contrairement à leurs illustres prédécesseurs, la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français, Nicolas Sarkozy, maintiennent une alliance « superficielle », a déclaré Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, lors d'un entretien exclusif accordé à EurActiv.

Jacques Delors, considéré comme un des pères de l'UE, fut néanmoins exclu de la rédaction du Traité constitutionnel et du Traité de Lisbonne par les président Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy respectivement. Il est aussi le fondateur du groupe de réflexion français Notre Europe.

Il s'est confié à Georgi Gotev, rédacteur senior chez EurActiv.

[Pour lire un article basé sur cet entretien, veuillez cliquer ici.](#)



M. Delors, les députés européens vous ont longtemps applaudi, le mois d'Octobre dernier, lors de votre précédent passage à Bruxelles. Je crois que personne n'a encore eu droit à de telles ovations. Vous avez été applaudi pour votre œuvre, amis aussi pour avoir été très critique envers l'Allemagne. La crise touche l'Europe d'une façon très forte et vous avez posé la question si l'Allemagne restait fidèle aux valeurs européennes. Quelle est votre analyse ?

Il me semble que le climat n'est pas très bon, pour des raisons qui n'ont rien à avoir avec la qualité de tel ou tel dirigeant européen. D'une part, la globalisation sème la crainte voir l'effroi chez les citoyens, et il y a une tension entre le global et le local. Et quand il y a une tension de

ce type, les gens qui sont dans le local cherchent à trouver des appartenances, des références à quoi s'accrocher. Ça peut être la commune, ça peut être le Land en Allemagne, ça peut être l'État national, mais enfin tout ça glisse quand même vers un peu plus de nationalisme.

Le second élément c'est que comme ces sociétés sont très compliquées et en même temps les médias, le quatrième pouvoir, ont pris une importance considérable, tout en essayant de tout simplifier, il s'est creusé un écart inquiétant entre ce que l'on appelle les élites, je dirais ceux qui ont le pouvoir, parce que le mot élite est un peu péjoratif, et les gens de la base. Ce deuxième point rend plus difficile d'expliquer : pourquoi l'Europe ? Mais en plus il engendre du populisme et des remarques d'extrême gauche ou d'extrême droite dans tous nos pays.

Ce climat là n'est pas favorable d'une part au rapprochement des points de vue entre les États européens, et d'autre part à créer un sentiment chez les citoyens d'appartenir en plus de leur nation, qui reste essentielle, à cette ambition globale, à ce navire en commun qui est l'Europe.

Cela je pense sont les deux raisons essentielles. Elles peuvent s'incliner de façons différentes selon les pays. Et l'autre jour puisqu'il s'agissait de l'anniversaire de la réunification allemande et que l'Allemagne était donc au premier rang, j'ai posé la question aux Allemands. Mais j'aurais pu aussi bien la soulever devant les Hollandais, les Belges, les Français, les Italiens ou les Espagnols. Donc il ne fallait pas interpréter mes propos comme un relent de cette vague antiallemande, ou de méfiance vis-à-vis de l'Allemagne qu'on voit dans les autres pays, parce l'économie allemande va mieux que celles des autres pays, parce qu'ils exercent une influence quand même considérable sur les questions économiques et monétaires, comme l'on le voit dans la préparation des modifications de l'Union économique et monétaire.

Donc je profitais de cette occasion, sans démagogie. Mais je ne l'aurais pas fais en France. Parce qu'en France aussitôt cela aurait montré un soutien à ceux qui critiquent l'Allemagne à tort et à travers. Mais là c'était mon rôle de leur dire : Alors après cette chute du mur, chers amis allemands, comment voyez-vous votre avenir ? Le vôtre et celui de vos voisins ?

Mais derrière tout ça il y a l'euro. Vous êtes le père de l'euro.

Un des pères de l'euro.

Pourquoi est ce que vous, les pères de l'Europe, n'avaient pas créé cette Europe économique pour éviter le genre de problèmes que nous avons maintenant ?

J'ai fais l'impossible, moi. C'est facile de me justifier. D'une part si vous reprenez le rapport du comité Delors, du comité sur l'Union économique et monétaire, c'était un comité créé par le Conseil européen à Hanovre en 1988, qui a travaillé pendant un an et qui a fait un rapport, lequel a servi de base à la réflexion des gouvernements, la partie économique était plus importante que la partie monétaire. Mais elle n'a pas été écoutée.

En conséquent, lorsqu'on a préparé le traité de Maastricht, c'est en vain que j'ai rappelé ce nécessaire équilibre entre les deux jambes, si je puis m'exprimer ainsi, la jambe monétaire et la jambe économique.

La jambe monétaire a prospéré. Elle a fonctionné dans de bonnes conditions. Mais la jambe économique est restée inerte, si je puis dire. J'ai recommencé en 1997. Je n'étais plus à la Commission. J'étais militant européen. Je dirigeais un petit think tank, Notre Europe. J'ai

envoyé aux dirigeants français, puisqu'il était question d'un Pacte de stabilité qui correspondait aussi à la partie monétaire, grosso modo, j'ai donc proposé un pacte de coordination des politiques économiques. Personne ne l'a défendu. Et voilà pourquoi votre fille est muette !

Car si, réfléchissez : je dis comme préalable que les résultats pendant dix ans, de 1999 à 2008 ont été relativement satisfaisants : 2.1% de taux de croissance, 14 million d'emplois de créés, un taux de productivité en moyenne égal à celui des Américains, cela a bien marché. Mais s'il y avait une coordination des politiques économiques dès 2003-2004, on aurait dit à la France et à l'Allemagne qu'ils devaient respecter les règles. Il se faut rappeler cet incident assez révélateur. Et ensuite on aurait dit aux Espagnols, aux Irlandais : votre endettement privé va nous mettre en l'air. Et pourquoi ça va nous mettre en l'air, s'ils avaient posé la question ? Parce que avoir une monnaie commune, c'est aussi simple que ça, c'est avoir à la fois des droits et des devoirs.

On a oublié les devoirs. Alors l'euro a protégé, même de nos bêtises. Et voilà.

Si on vous regrette, on regrette aussi Helmut Kohl, François Mitterrand, c'était une très belle entente entre ces personnalités.

Oui... Je pense que nous avons changé de générations. Moi, je suis un grand partisan de renouer un dialogue à tous les échelons entre les Allemands et les Français. C'est essentiel. Ça reste à faire. Je pense que les jeunes générations devraient s'en charger. Et moi, je suis prêt à mettre la main à la pâte. Mais les circonstances ont changé. Et on ne peut pas simplement isoler Mitterrand et Kohl. On peut parler de Giscard d'Estaing et de Schmidt. On peut parler de de Gaulle et d'Adenauer. Tous ont marqué l'histoire de l'Europe parce qu'à un moment donné, ils ont dépassé leur vue a priori contre l'autre, leurs intérêts les plus proches, pour une vision de l'Europe. Et c'est ça qui a fait la grandeur de cette période. Mais depuis que Mitterrand et Kohl ne sont plus là, alors chacun a repris son rôle.

Et dans le fond leurs successeurs, Chirac et Schroeder, n'étaient d'accords que pour dire "Nein" ou "non". Notamment pour le budget où donc rien n'était possible. C'était une alliance superficielle, comme est superficielle me semble-t-il celle entre madame Merkel et monsieur Sarkozy. Bref le cœur n'y est plus. Le cœur et la vision. Et il faut reconstituer ça. Pas parce que la France et l'Allemagne doivent dominer l'Europe. Certainement pas. Mais parce que cette relation franco-allemande est un des arbres de vie de l'Europe.

Avec un petit sourire vous avez évoqué la nouvelle génération. Il n'est pas du tout impossible qu'il y ait un socialiste chancelier en Allemagne et un socialiste président en France. Qu'est-ce que ça pourrait changer ?

Sans doute ils auront des visions un peu différentes sur le management économique et financier de l'Europe et de ce que l'on peut faire au niveau mondial. C'est important. Mais l'essentiel, c'est avant tout que les Français et les Allemands se comprennent, acceptent leurs personnalités différentes, et arrivent à les additionner pour le meilleur.

Ce qui implique d'avantage de pratique des deux langues des deux cotés de la frontière, ce qui implique plus de jumelages entre les écoles, les universités, les communes, les régions, et ce qui implique un langage franc, mettant les choses sur la table. Et on ne demande pas à l'autre d'être comme nous. Ah, c'est possible dit l'un, si vous êtes comme moi, dit-il à l'autre. Non.

Nous sommes différents, mais dans ces différences qui sont aussi la richesse de l'Europe, car l'Europe c'est l'Union dans la diversité, on accepte de les surmonter, de les intégrer, pour un bien meilleur.

Et entre nous, Merkel a beaucoup hésité sur l'euro. Eh bien le jour où elle a compris que quel que soit la bonne santé relative de l'Allemagne économique actuellement, si l'euro disparaissait, ce serait aussi au dépend de l'Allemagne. Elle l'a compris.

Mais c'est un réflexe de crainte, de peur. Il faut maintenant des réflexes positifs. Et c'est simple. Puisque quand on regarde le monde autour de soi, par exemple le rôle important joué par le Brésil dans les négociations commerciales, le développement de la Chine en Afrique et ailleurs, l'Inde et ses magnifiques travailleurs et ingénieurs et autres, la Russie qui poursuit sa politique, le BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine : si l'Europe continue comme ça, elle n'aura plus qu'un choix : le déclin. Un déclin doré au début puisqu'on a un niveau de vie relativement élevé. Mais dans 25 ans nous n'existerons plus dans le monde.

M. Felipe Gonzalez que vous connaissez bien, l'a dit dans son rapport. On lui a demandé de faire un rapport, mais on a l'a mis au placard...

Justement, si vous avez un détective, recherchez où est le rapport... Et le seul endroit où vous pouvez le trouver c'est un placard comme vous avez dit.

Il y a aussi 'Europe 2020', une stratégie ambitieuse, mais on dit que maintenant qu'il n'y a pas d'argent.

Mais ce n'est pas une question d'argent, c'est aussi une question de précision. C'est un texte trop général. C'est un texte trop général, il ne s'agit pas, comme le type qui fait une prière le matin, avec les 25 bonnes intentions... Mais combien va-t-il en appliquer ? Non, il faut des textes plus précis, plus concrets, plus en rapport. Et je vous dis : les deux tensions que j'ai indiqué au début entre le global et le local, entre les "élites" et le peuple, ces deux éléments là sont des éléments politiques clés, sur lesquels nos hommes et femmes politiques doivent réfléchir. Car il ne s'agit pas simplement de faire l'Europe. Il s'agit de sauvegarder une démocratie pluraliste et une citoyenneté responsable.

Une dernière question : vous connaissez bien la Belgique. Est-ce que la Belgique est une petite Europe ? Est-ce que les problèmes que rencontre la Belgique ressemblent à celles de l'Europe ?

Non. On peut dire que la montée consécutive du populisme et du nationalisme sont en Belgique, mais la difficulté de la Belgique entre la Flandre et la Wallonie remonte à beaucoup plus loin. Elle remonte jusqu'après la guerre. Ceci dit mon grand-père est né à Turnhout en Flandre, et donc il n'y a pas un plus grand amoureux de l'unité belge que moi. Je suis ça tout les jours dans la politique, et l'autre jour quand j'ai vu 35,000 Belges je crois, applaudir leur équipe nationale avec tous leur drapeau national, peu de drapeaux locaux, j'ai été encouragé. Et je me suis dit : si les hommes politiques belges sont responsables, ils doivent tenir compte de ça. Parce que la politique c'est aussi le cœur. C'est l'émotion. C'est l'histoire.